



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-quinzième session
Rome, 22-23 avril 2002

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE À

**L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE (FAO)**

POUR LE

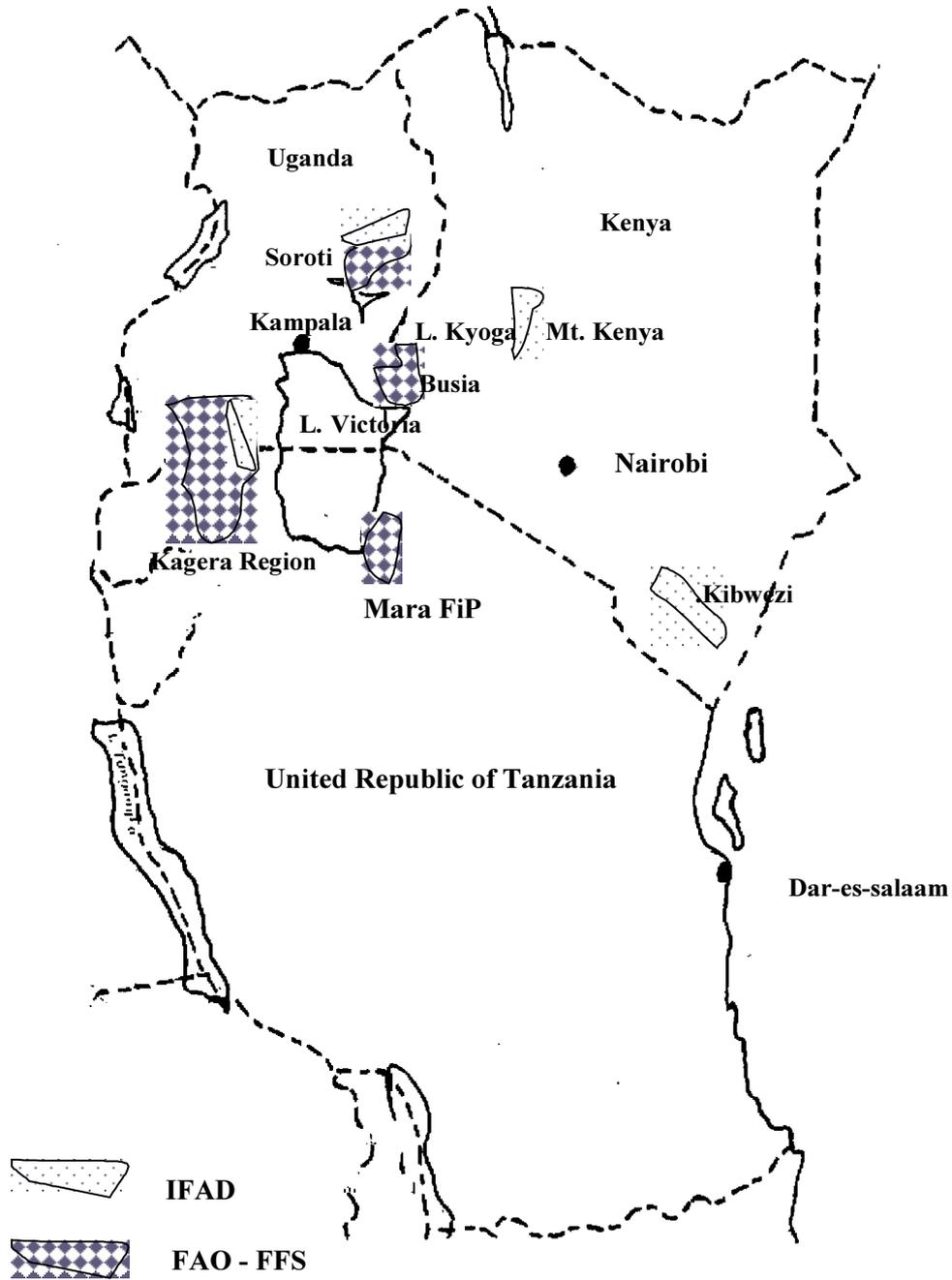
**PROJET PILOTE DE RÉSEAU DE SAVOIRS INTÉRESSANT LE MONDE RURAL EN
AFRIQUE ORIENTALE**



TABLE DES MATIÈRES

CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iii
I. HISTORIQUE	1
II. PROJET DE DON AT	2
III. RECOMMANDATION	6
APPENDICE	1
Summary of project costs (Résumé des coûts du projet)	

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: Mission FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE
DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE À
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE
POUR LE
PROJET PILOTE DE RÉSEAU DE SAVOIRS INTÉRESSANT LE MONDE RURAL EN
AFRIQUE ORIENTALE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique (AT) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en vue de la mise en œuvre du projet pilote de réseau de savoirs intéressant le monde rural de l'Afrique orientale au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie d'un montant de 1,5 million de USD pour une durée de trois ans.

I. HISTORIQUE

1. **Mise au point et transfert de technologies agricoles.** Au cours des 25 dernières années, on a mis l'accent en Afrique sur l'élaboration de modules d'"intrants modernes" que le Ministère de l'agriculture devait transférer aux services de vulgarisation. Connue sous le nom de méthode de vulgarisation par "la formation et les visites" (F&V), ce système a été de plus en plus critiqué, principalement parce que les technologies pertinentes pour les petits exploitants faisaient défaut et que les agriculteurs étaient réticents à adopter de nouvelles méthodes de production lorsqu'ils avaient été traités comme des bénéficiaires passifs. Devant les désillusions croissantes suscitées par ce "transfert de technologies", on s'est orienté vers des démarches participatives. Le renforcement des capacités humaines est devenu la solution de faveur. Cet abandon du "produit distant" au profit du "processus local" suppose toutefois que la population locale ait accès à l'information et en ait la maîtrise pour stimuler la production *in situ* de savoirs et concrétiser leur application, et cette nécessité est aujourd'hui au cœur des efforts de ceux qui s'occupent en pratique du développement rural et des programmes à cet effet. Cela implique aussi que seules les communautés auxquelles ces solutions sont destinées puissent en confirmer la "pertinence", la "faisabilité" et la "justesse". En outre, comme la dynamique des écosystèmes agricoles est très sensible à leur contexte, ces solutions ne peuvent être reproduites sous forme d'expériences sur le terrain dans de lointaines stations de recherche.

2. **Collaboration du FIDA avec les stages pratiques pour agriculteurs (SPA).** Ces stages, que la FAO a organisés en Asie en s'inspirant des méthodes utilisées pour l'alphabétisation des adultes et l'éducation aux soins de santé primaires au niveau du village, viennent remplacer la formule des "solutions" toutes faites. Les agriculteurs qui y participent apprennent en travaillant et en prenant part aux expériences, aux discussions et aux décisions. Un processus didactique s'engage au cours des sessions et est orienté par les observations que font sur leurs champs les agriculteurs à certains intervalles dictés par les phases des événements clés de l'écosystème et le cycle des cultures. De plus, les agriculteurs obtiennent l'accès à d'autres sources d'information, allant des connaissances fournies par la recherche aux savoirs détenus par d'autres agriculteurs et communautés. En agissant sur place, en mesurant et comparant différentes solutions et en échangeant les idées surgies au cours de ce processus, les stagiaires font des "analyses des écosystèmes" qui les aident à comprendre les processus élémentaires à l'œuvre dans leurs champs.



3. C'est en 1999 que le FIDA a commencé de travailler avec les SPA en fournissant à la FAO un don AT pour un projet pilote sous-régional tendant à promouvoir l'application de la formule des SPA dans trois pays d'Afrique orientale. Ce projet visait à combler le vide laissé par l'abandon graduel des méthodes formelles de vulgarisation appuyées par l'administration qui reposaient sur le modèle F&V. Le FIDA était convaincu que la méthode des SPA pouvait être appliquée pour relever la productivité des agriculteurs, en particulier parce qu'elle accordait une place primordiale aux processus de communication et à la dynamique sociale engendrée par l'action du groupe et son autonomisation. Lors du bilan à mi-parcours (BMP) des activités du Fonds mondial pour la lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) en avril-juin 2001, le FIDA a conclu que la reproduction en Afrique de la formule des SPA avait réussi à aider les agriculteurs à augmenter leurs revenus et avait ainsi fait reculer la pauvreté.

4. Les activités de terrain réalisées à l'aide du don AT du FIDA pour financer les SPA au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie arrivent au terme de leur troisième et dernière année. Près de 868 SPA ont été organisés, composés chacun d'environ 25 agriculteurs. Au total, quelque 21 454 agriculteurs (9 890 hommes et 11 564 femmes) ont participé aux SPA dans ces trois pays. En termes de technologie des cultures et de gestion dans l'exploitation, les SPA ont pu mobiliser les ressources humaines existantes pour susciter un processus d'apprentissage autonome et intégré auprès des agriculteurs. L'expérience acquise jusqu'à présent confirme que la méthode des SPA réussit à relever la production et les revenus et donne à penser que son impact pourrait être largement renforcé si on mettait spécialement l'accent sur le développement des réseaux sur le terrain et la constitution de partenariats.

5. Bien qu'il existe une grande quantité d'informations et de connaissances sur des cultures déterminées émanant des systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) et des organisations internationales de recherche (OIR), celles-ci ne parviennent pas aux agriculteurs. Les SPA montrent qu'ils peuvent contribuer à mobiliser l'information et à faire naître des comportements qui enclenchent un processus de changement chez l'homme. Au niveau du terrain, ils ont puisé dans les savoirs autochtones et traditionnels tout en apportant des connaissances scientifiques pour donner à la production un meilleur rendement. Les BMP et le Fonds mondial pour la LIR ont recommandé "qu'on mette délibérément l'accent sur la facilitation de la mise en réseau dans le cadre d'une stratégie explicite de gestion de l'information et de sensibilisation du public."

II. LE PROJET DE DON AT

6. **Démarche du projet.** Pour mobiliser l'information technique existante en matière d'agriculture et lui donner la forme de savoirs répondant aux besoins des petits exploitants qui constituent son groupe cible, le FIDA s'appuiera sur la méthode utilisée par les SPA en place de manière à accroître les capacités des agriculteurs à mobiliser et utiliser leurs propres connaissances en liaison avec les connaissances extérieures. Il veillera aussi à renforcer les réseaux existants d'échange d'information, tant horizontalement que verticalement, en s'appuyant sur les activités en cours des SPA. Les réseaux horizontaux sont les groupes où les agriculteurs se forment les uns avec les autres, les visites entre agriculteurs et les réunions d'agriculteurs. Les réseaux verticaux sont les liaisons établies entre agriculteurs et agents locaux de vulgarisation d'une part, et les SNRA, les OIR et les autres fournisseurs de services du secteur privé d'autre part. L'accent sera mis sur l'enrichissement, la consolidation par des documents et la diffusion des informations et connaissances existantes issues des SPA, et ce à l'aide de ces réseaux locaux. Le projet fera appel aux techniques modernes de télécommunication pour intégrer, compiler, stocker et échanger divers types d'informations ayant trait à l'agriculture (techniques, gestionnaires, socioéconomiques ou d'illustration). En combinant les réseaux horizontaux et verticaux existants, qui utilisent divers moyens de communication (comme les bulletins d'information, les radios locales, les réunions sociales formelles et informelles, les SPA), avec un réseau électronique, on constituera le réseau de savoirs intéressant le monde rural (RSR) du



FIDA en Afrique orientale. Les informations recueillies dans le cadre du réseau électronique pourront alors être utilisées par d'autres moyens locaux de communication comme la radio et les bulletins d'information.

7. Par la mise en réseau des savoirs en vue d'augmenter la synergie entre les fournisseurs de l'information et leurs utilisateurs, on devrait lever trois obstacles auxquels se heurtent les petits exploitants d'Afrique. En effet, i) on leur a offert des techniques agricoles inappropriées; ii) on les a ignorés dans les systèmes traditionnels de transfert de technologie; et iii) on les a exclus de la plupart des systèmes formels d'échange d'information. Les activités en cours des SPA aident à comprendre comment lever les deux premières entraves, tandis que le don proposé concernera la troisième. Les SPA en place offriront l'angle d'attaque initial du développement du RSR, conjointement avec deux projets en cours du FIDA en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda. L'échange électronique des expériences des SPA avec les unités de gestion des projets (UGP) du FIDA et entre pays de l'Afrique orientale permettra également d'améliorer la reproductibilité et l'efficacité de la méthode des SPA.

8. **Objectifs et activités.** L'objectif général du projet pilote de RSR proposé est de lancer un processus de gestion des savoirs centré sur la population qui s'appuie sur la connaissance des besoins des agriculteurs, organise les informations techniques existantes en fonction de leurs exigences et leur présente les savoirs sous une forme qui leur soit accessible. Le projet s'appuiera sur le réseau local de communication en place dans le cadre des SPA de la FAO et sur le réseau électronique du programme EcoPort de la FAO, qui a été utilisé à l'essai avec les programmes de la FAO en Afrique du Sud et en Zambie. Le projet pilote RSR du FIDA a les objectifs suivants: i) adapter l'information technique et les savoirs existants pour permettre aux UGP du Fonds dans certains pays choisis de répondre plus efficacement aux besoins des agriculteurs en information; ii) répondre aux besoins courants en information des petits exploitants, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations à assise communautaire (OAC) afin de renforcer la capacité des petits agriculteurs à avoir et à commercialiser des cultures et des produits sains et à faire face aux imprévus (mauvaise récolte, invasion de ravageurs, par exemple), et iii) établir des partenariats stratégiques au niveau national et au niveau local pour mieux relier les agriculteurs à leurs homologues nationaux et aux fournisseurs de services, dans le secteur public comme dans le secteur privé.

9. Les principales activités consisteraient à:

- i) réaliser une évaluation participative et un travail de planification, notamment un inventaire à l'échelle du pays des informations techniques disponibles concernant des endroits déterminés en matière d'agriculture;
- ii) faire sur le terrain des évaluations participatives des besoins des petits exploitants en information;
- iii) aider les participants locaux à enrichir et partager leurs connaissances d'informations propres à certains emplacements en s'appuyant sur les résultats des travaux de vulgarisation et de recherche menés dans les pays considérés par le biais du réseau mondial;
- iv) permettre aux projets du FIDA et aux agriculteurs de former un réseau local de savoirs en adhérant à un réseau mondial; et
- v) faire l'essai de procédures visant à rendre l'information en agriculture aisément accessible au personnel du ministère de l'agriculture, aux centres nationaux de recherche agricole, aux agents locaux de vulgarisation, aux ONG, aux OAC et aux groupes d'agriculteurs;



- vi) développer et utiliser le RSR pour offrir aux SPA participants et aux projets du FIDA la possibilité d'enrichir leurs connaissances.

10. Le projet pilote sera centré sur deux domaines: i) adapter la teneur de l'information technique existante aux besoins des agriculteurs, et ii) offrir cette information sous une forme exploitable par les fournisseurs locaux de services comme les ONG, les OAC et les agents locaux de vulgarisation ainsi que, durant la dernière année du don, les agriculteurs eux-mêmes. Les participants apprendront à gérer leur(s) propre(s) page(s) sur Internet, à y inscrire les informations intéressantes pour les principales activités agricoles, à y accéder, à recevoir du courrier électronique et à participer à des entretiens par courrier électronique.

11. **Coûts et financement.** Le coût total de l'activité proposée sera d'environ 1,9 million de USD étalé sur une période de trois ans. Le financement complémentaire par le FIDA d'activités spécifiques qui seront réalisées par la FAO et centrées sur l'enrichissement des savoirs des petits exploitants et leurs besoins en information s'élèvera au total à 1,5 million de USD. Sur ce montant, 1,09 million de USD sera fourni sous forme de don à la FAO pour l'exécution des activités ci-dessus dans le cadre de son programme EcoPort de concert avec le programme SPA en cours. Environ 265 000 USD seront apportés à l'Université de Floride pour couvrir le coût de l'appui additionnel au présent projet en programmation et systèmes de communication; l'accord avec cette université renfermera une clause stipulant qu'elle n'a aucun droit de propriété intellectuelle sur le logiciel établi avec le financement du Fonds. Les décaissements à la FAO se feront sur la base d'un programme de travail et budget annuel approuvé par le FIDA et auront lieu en trois tranches: 500 000 USD pour la première tranche, et 297 870 USD pour chacune des deux tranches suivantes. Après le décaissement de la première tranche, les retraits sur le compte du don pour la deuxième année du projet et l'année suivante reposeront sur un état des dépenses présenté par la FAO sous la forme d'un état financier des systèmes financiers (FinSys), certifié par le représentant habilité à le faire. Les comptes de chaque exercice financier ou exercice objet d'un compte rendu seront soumis aux procédures de vérification interne et externe des comptes prévues dans le Règlement financier de la FAO.

12. Selon la formule prévue par le Fonds pour le don SPA, la FAO financera les heures de travail de deux administrateurs de rang élevé et d'un spécialiste de l'information pendant six mois par an au cours de la période d'exécution de trois ans, soit une contribution totale d'environ 396 000 USD. Les autres institutions et organismes qui parrainent le regroupement et la compilation des informations participent au projet à titre bénévole, de sorte qu'aucune estimation de coût n'est inscrite à ce titre. Les projets du FIDA et les institutions nationales offriront leur personnel et leurs locaux à leurs propres frais. Le Fonds administrera directement 139 260 USD couvrant le coût i) des services spéciaux de consultants pour relier le siège et les projets en cours au RSR et ii) d'une évaluation finale qui sera conduite pendant la troisième année du projet. Le tableau récapitulatif des dépenses figure en appendice.

13. **Dispositions concernant l'exécution.** Le projet pilote proposé pour un RSR en Afrique orientale sera réalisé par le Département de l'agriculture de la FAO au cours d'une période de trois ans et s'appuiera sur les processus constructifs et dynamiques de terrain déjà mis en route dans le cadre du projet pilote SPA en cours avec le Fonds mondial pour la LIR de la FAO. Le Département de l'agriculture utilisera et coordonnera les apports pertinents d'autres services de la FAO, notamment le Service vulgarisation, éducation et communication et la Division bibliothèque et système de documentation. En plus des réseaux horizontaux et verticaux existants comme suite aux travaux SPA, le projet utilisera le programme EcoPort de la FAO pour intégrer divers types d'informations concernant l'agriculture locale, comme le décrit le plan à moyen terme et le programme de travail et budget approuvé de la FAO. Un comité de pilotage où siègera un représentant du personnel du siège de la FAO et du FIDA se réunira chaque année avec l'UGP pour dresser le bilan de l'année écoulée et pour fournir les indications nécessaires au programme de travail et budget de l'année suivante. Au



niveau du pays, les dispositions concernant l'exécution se conformeront aux arrangements existants arrêtés pour l'exécution des activités SPA et pour la collaboration avec les projets du FIDA.

14. La FAO assurera la coordination technique par les soins d'une équipe d'exécution du projet composée d'un chef d'équipe, d'un chef de file suppléant de la FAO et d'un spécialiste de l'information. Sur le terrain, il y aura une UGP formée de trois équipes restreintes de l'information travaillant dans chaque pays sous l'égide d'un coordonnateur régional du projet. En ce qui concerne les dispositions en matière de compte rendu, un programme de travail annuel sera soumis au FIDA aux fins d'examen préalable et d'approbation, et la FAO présentera au FIDA des rapports annuels sur l'état d'avancement des travaux.

15. **Résultats escomptés.** A l'expiration du don, on aura établi les fondements d'un réseau régional de gestion des savoirs locaux formé des agriculteurs et des participants provenant des projets financés par le Fonds et des institutions nationales et on l'aura équipé d'un réseau électronique capable de fonctionner en interne et de servir simultanément pour Internet le cas échéant. Les participants décideront eux-mêmes de la nature des informations reprises dans le réseau et des procédures d'accès, d'amélioration et de validation de ces informations, dont ils auront la maîtrise. Cette méthode aura été élaborée et mise à l'épreuve dans trois pays et elle pourrait ensuite être étendue à d'autres projets du Fonds dans la région.

16. **Liens avec le Cadre stratégique du FIDA.** Conformément à l'accent mis par le FIDA sur le développement local dans son projet de cadre stratégique, le présent don AT encouragera un échange dynamique et un processus de développement pour des questions techniques précises concernant l'agriculture entre les organisations locales, les SNRA et les OIR, les SPA et les agriculteurs. Plus précisément, ce don mobilisera les connaissances et compétences existant auprès de différentes sources afin d'enrichir les savoirs des agriculteurs eux-mêmes. En travaillant avec la FAO, le FIDA peut accroître l'impact de ses propres activités, ce qui permettra de diffuser alors ces savoirs dans la région et au-delà, spécialement dans les régions où les agriculteurs connaissent des problèmes de même nature.

17. Le don AT proposé répond à un certain nombre d'objectifs stratégiques du FIDA. Il renforcera les capacités des ruraux pauvres et leurs organisations en les aidant à concrétiser leurs propres connaissances et en leur apportant les connaissances pertinentes de l'extérieur pour répondre à leurs besoins. Les agriculteurs pourront alors dialoguer plus équitablement et être mieux informés sur des questions qui touchent à leur bien-être. Le don soutiendra aussi les technologies appropriées pour améliorer la productivité des agriculteurs en adaptant les technologies connues aux conditions existant là où vivent les petits exploitants d'Afrique orientale. À l'échelle du pays, le don vise à renforcer les capacités des individus et de la communauté en mettant à profit les succès enregistrés par les SPA. Ces SPA sont plus populaires auprès des femmes que des hommes. Le Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006 se réfère expressément à la nécessité de "mettre explicitement l'accent sur la communication et l'enrichissement mutuel des connaissances entre parties prenantes et réseaux externes pertinents dans la recherche de meilleurs moyens de résoudre les problèmes que connaissent les ruraux pauvres."



III. RECOMMANDATION

18. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que, dans le but de financer en partie le projet pilote de réseau de savoirs intéressant le monde rural de l'Afrique orientale au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, sur trois ans, à partir de juillet 2002, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge



APPENDIX

SUMMARY OF PROJECT COSTS

SUMMARY OF PROJECT COSTS (3-year implementation period)
(USD)

Component	Activity	Financier		Total
		FAO	IFAD	
Local networking to build technical information				
	Field needs assessment		90 000	90 000
	Training of IFAD project staff and national partners		207 000	207 000
	Training local counterparts and farmers		135 000	135 000
	Technical information shaping and collation		120 000	120 000
	Equipment		123 000	123 000
	National coordination		90 000	90 000
Subtotal			765 000	765 000
Electronic network building				
	National internet connectivity		40 000	40 000
	Communications support		60 000	60 000
	Programming support		60 000	60 000
	Consultancies		145 000	145 000
Subtotal			305 000	305 000
Regional and other costs				
	Regional coordination		75 000	75 000
	Regional workshops		60 000	60 000
	FAO Project service costs		122 200	122 200
	FAO Special Factor (contingencies) (mailto:yr2@4%PY2 at 4% and PY3 at 8%)		33 540	33 540
	FAO technical backstopping	396 000		396 000
	IFAD support for linking ongoing projects		139 260	139 260
Subtotal		396 000	430 000	826 000
Total		396 000	1 500 000	1 896 000